

15/05/2025

Daniel BELLE WANGUE

Commissaire aux comptes

**MISSION  
LOCALE DU  
HAUT  
PERIGORD**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX  
COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2024**

Daniel BELLE WANGUE — Commissaire aux Comptes 6, Place ANDRÉ MAUROIS - 24000 PERIGUEUX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mission Locale du Haut Périgord  
Maison des services  
Rue Henri Saumande 24800 Thiviers -

Mesdames, Messieurs les sociétaires,

## Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Mission Locale du Haut Périgord relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 14 Avril 2025.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice

## Fondement de l'opinion

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points suivants qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus significatifs pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons porté une attention particulière à la cohérence des modalités retenues pour l'évaluation des objectifs associés aux subventions accordées par les financeurs publics. Nos travaux ont consisté à examiner les conventions de financement, à apprécier la conformité des dépenses engagées avec les objectifs contractuels et à analyser les justificatifs d'affectation des ressources.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mission Locale du Haut Périgord  
Maison des services  
Rue Henri Saumande 24800 Thiviers -

## Vérification du rapport de gestion et des autres documents mis à la disposition des sociétaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

L'association n'atteignant pas les seuils définis par l'article R.123-200 du Code de commerce, elle **n'est pas tenue de présenter les informations relatives aux délais de paiement fournisseurs** dans l'annexe. En conséquence, **aucune vérification n'a été effectuée à ce titre.**

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration

Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements

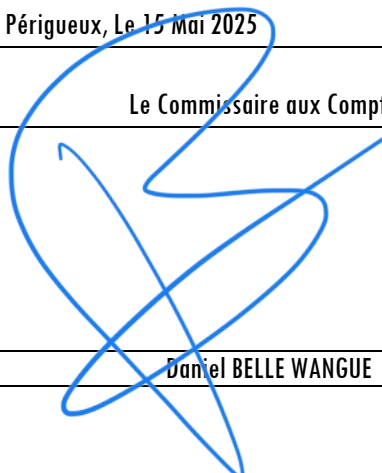
Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mission Locale du Haut Périgord  
Maison des services  
Rue Henri Saumande 24800 Thiviers -

ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Périgueux, Le 15 Mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

Daniel BELLE WANGUE

## Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brev ets droits similaires	166	166		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Av ances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	122 535	85 406	37 129	49 980
	Immobilisations grev ées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Av ances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations év aluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15 711		15 711	15 284
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL ( I )	138 412	85 571	52 840	65 264
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approv isionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	129 192		129 192	129 296
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	474 639		474 639	436 853
	Charges constatées d'av ance	4 572		4 572	3 724
	TOTAL ( II )	608 403		608 403	569 872
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
TOTAL ACTIF (I à V)		746 815	85 571	661 244	635 136
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

## Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	42 422	42 422
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	206 444	86 444
	Report à nouveau	118 928	226 024
	Résultat de l'exercice	19 125	12 904
	Total des fonds propres	386 919	367 794
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	4 247	6 647
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	4 247	6 647
	Total des fonds associatifs	391 166	374 441
Fonds dédiés	Provisions pour risques	47 551	36 650
	Provisions pour charges		
DETTE (1)	Total des provisions	47 551	36 650
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	83 627	91 346
	Sur dons manuels affectés		
DETTE (1)	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	83 627	91 346
DETTE (1)	DETTE FINANCIERE		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTE D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 010	10 611
	Dettes fiscales et sociales	112 620	111 268
	DETTE DIVERSE		
DETTE (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 700	10 763
	Autres dettes		
DETTE (1)	Produits constatés d'avance	569	59
	Total des dettes	138 900	132 700
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		661 244	635 136
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		19 124,85	12 904,31
(1) Dont à moins d'un an		138 900	132 700
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

## Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	7 756	1 779
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	811 863	794 241
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante		4
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	32 751	108 448
	Autres produits		6 174
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>852 370</b>	<b>910 647</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	146 718	147 604
	Impôts, taxes et versements assimilés	31 462	32 379
	Rémunération du personnel	496 808	518 153
	Charges sociales	139 165	135 420
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	13 523	15 862
	Dotation aux provisions	10 901	
	Autres charges	11 002	18 828
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>849 578</b>	<b>868 246</b>
<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>		<b>2 792</b>	<b>42 401</b>
Charges Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	9 259	6 537
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>		<b>9 259</b>	<b>6 537</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)</b>		<b>12 051</b>	<b>48 938</b>
	Produits exceptionnels	2 945	3 766
	Charges exceptionnelles	2 899	45 310
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>46</b>	<b>(41 545)</b>
	Impôts sur les sociétés	691	469
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	91 346	97 326
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	83 627	91 346
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>955 919</b>	<b>1 018 275</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>936 795</b>	<b>1 005 371</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>19 125</b>	<b>12 904</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévolé		

## Annexe libre

### **PREAMBULE**

Conformément aux dispositions de l'ordonnance N°82 273 du 26 mars 1982 et aux articles 7 8 et 9 de la loi N°89 905 du 19 décembre 1989 favorisant le retour à l'emploi et la lutte contre l'exclusion professionnelle, cette association se fixe pour objet :

- **De coordonner, favoriser et promouvoir toutes actions ou initiatives destinées à faciliter l'insertion professionnel et sociale des jeunes de 16 à 25 ans.**
- **De renforcer la lutte contre l'exclusion et la marginalisation en disposant de structures et de moyens adaptés à une grande couverture géographique et à un élargissement des missions.**
- **De prendre en compte la problématique globale de l'insertion des jeunes : emploi, formation, logement, santé, transports, vie quotidienne, ressources, loisirs, culture, citoyenneté et développement économique.**

Sa vocation sera donc de proposer en un même lieu une complémentarité de services de proximité et pour ce faire, elle se doit :

- o D'agir en sorte qu'un public sans emploi puisse bénéficier de structures d'accueil adaptées, d'informations très larges et d'une orientation personnalisée
- o D'aider les jeunes à définir un processus d'insertion professionnelle s'appuyant :
  - Sur des actions de formation dans le cadre des dispositifs de droit commun,
  - Sur un itinéraire renforcé mobilisant des moyens complémentaires.
- o D'assurer un suivi spécifique, adapté à la situation de chaque jeune ayant fait l'objet d'un parcours d'insertion.

A cette fin, elle aura à assurer le recensement des besoins de formations, la construction d'itinéraires personnalisés, la coordination des différents acteurs intervenant dans les phases de diagnostic et de formation et dans le cadre des différents dispositifs en vigueur.

- **D'apporter sa contribution au regroupement et à la coordination des organismes partenaires qui concourent à des objectifs de même nature que l'Association :**
  - o En s'assurant de l'appui des élus, services, organismes publics, associations et partenaires socioprofessionnels,
  - o En concluant avec l'Etat, les services administratifs et organismes publics ou privés compétents, les conventions et contrats appropriés.



## Annexe libre

**L'Association peut ainsi entreprendre toutes les réalisations conformes à son objet dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.**

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 661 244 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 19 125 E.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

### **PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

#### **Amortissement et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

## Annexe libre

### **Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

### **Provisions pour risques et charges :**

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

### **Indemnités de fin de carrière :**

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Evaluation des indemnités de fin de carrière à hauteur de 100%, soit 47 550.50 Euros (charges sociales incluses). Il est à noter que cette évaluation est effectuée sur la base d'un âge de départ pour une retraite à taux plein de 65 ans à l'initiative du salarié.

Le taux de charges sociales retenu pour le calcul est de 37% pour les techniciens et 55% pour les cadres.

La table de mortalité retenue est celle de l'INSEE 2024.

Le taux d'actualisation brut retenu pour l'estimation est de 3.35%.

### **Fonds dédiés**

A compter du 01/01/2020, l'association applique le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

A l'ouverture de l'exercice, les fonds dédiés s'élevaient à la somme de 91 346 Euros, correspondant au projet

« Contrat Engagement Jeune ».

A la clôture de l'exercice, le montant restant à reporter s'élève à la somme 83 627 Euros, correspondant au projet « Contrat Engagement Jeune »..

Conformément aux règlements 2014-03 et 2018-06, aucune provision technique n'est constatée dans les présents comptes annuels. Les provisions techniques antérieurement constituées par voie de dotations aux provisions ont fait l'objet, par décision du Conseil d'Administration de la structure d'un basculement au 01/01/2002 dans les fonds associatifs de la Mission Locale.

## Annexe libre

### **Subventions d'exploitation**

L'association bénéficie de subventions et de financements émanant des collectivités territoriales, de l'Etat et du Fond Social Européen. Ces subventions sont enregistrées en comptabilité en fonction de l'utilisation réelle et de la réalisation des objectifs.

Il est procédé à une vérification par les services compétents au sein de l'association. Cette vérification suppose la mise en œuvre de procédures jugées adaptées aux dossiers à traiter, à sa structure et aux moyens techniques dont dispose l'association. Les contrôles sont réalisés aussi bien en cours de réalisation que lors du dénouement des programmes concernés.

Les subventions comptabilisées tiennent compte du taux de réalisation de l'opération, si l'utilisation réelle apparaît partielle, et de la correcte réalisation des objectifs.

Le risque de refus total ou partiel, ou le cas échéant de reversement, également total ou partiel n'est pris en compte, par voie de provisions que dans la mesure où les conditions de réalisation et d'atteinte des objectifs ne sont pas estimées comme étant remplies, et qu'il est, en outre, possible de quantifier de manière suffisamment précise les risques décelés ou identifiés.

### **Subventions Contrat Engagement Jeune**

Suite à la modification des modalités de financement de la Garantie Jeune pour l'année 2019, la Délégation Générale de l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) et l'Union Nationale des Missions Locales (UNML) ont préconisé un changement de méthode de comptabilisation des recettes de la GJ à compter de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

En effet, depuis un avis rendu en 2017 par la Commission des études comptables de la CNCC, la méthode préférentielle prévoit :

- La reconnaissance de l'objectif quantitatif en fonction du nombre de mois du jeune dans le dispositif au-delà de 1 mois ;

Au 31/12/24, la subvention " Contrat Engaement Jeune " s'élève à 297 050 Euros pour 167 Jeunes entrés dans le dispositif.

### **CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION**

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

#### ***Changement de méthode comptable***

La première application des règlements ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

L'impact du changement de méthode a été calculé à l'ouverture de l'exercice (01/01/2020) de façon rétrospective.

## Annexe libre

La présentation du bilan et du compte de résultat de l'exercice précédent (2023) n'est pas modifiée. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

Certifié par le Commissaire aux Comptes

## Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluation	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	166					166
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	166					166
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	4 746					4 746
	Matériel de transport	39 680					39 680
	Matériel de bureau, mobilier	103 710		672		26 272	78 110
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	148 136		672		26 272	122 535	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	15 284		427			15 711
	Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 284		427			15 711	
TOTAL		163 585		1 099		26 272	138 412

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	166			166
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	166			166
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers	95	475		570
	Matériel de transport	24 134	5 647		29 780
	Matériel de bureau, mobilier	73 926	7 402	26 272	55 056
Emballages récupérables et divers					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		98 155	13 523	26 272	85 406
TOTAL		98 321	13 523	26 272	85 571

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et au	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	

## Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		4 572	4 572
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			4 572

## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires	27 790			27 790
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	14 631			14 631
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles		120 000		120 000
Réserves réglementées				
Autres réserves	86 444			86 444
Report à nouveau	226 024	12 904	120 000	118 928
Résultat de l'exercice	12 904		12 904	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	6 647		2 400	4 247
Provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>	<b>374 441</b>	<b>132 904</b>	<b>135 304</b>	<b>372 041</b>



## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice  A	Utilisation en cours d'exercice  B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice  $D = A - B + C$
Fonds dédiés				
CONTRAT ENGEMENT JEUNE	91 346	91 346	83 627	83 627
TOTAL	91 346	91 346	83 627	83 627

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice  A	Utilisation en cours d'exercice  B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice  $D = A - B + C$
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	2 381	2 381	
	Divers	123 968	123 968	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	2 843	2 843	
	Charges constatées d'avances	4 572	4 572	
TOTAL DES CREANCES		133 764	133 764	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes et de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes et de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	17 010	17 010		
	Personnel et comptes rattachés	60 116	60 116		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	44 157	44 157		
	Impôts sur les bénéfices	691	691		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 657	7 657		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	8 700	8 700		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	84 196	84 196		
TOTAL DES DETTES		222 527	222 527		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions		31/12/2024
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers					
	Provisions pour investissement					
	Provisions pour hausse des prix					
	Provisions pour amortissements dérogatoires					
	Provisions fiscales pour prêts d'installation					
	Provisions autres					
	PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges					
	Pour garanties données aux clients					
	Pour pertes sur marchés à terme					
	Pour amendes et pénalités					
	Pour pertes de change					
	Pour pensions et obligations similaires					
	Pour impôts					
	Pour renouvellement des immobilisations					
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres	36 650	10 901			47 551	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	36 650	10 901			47 551	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières					
	Sur stocks et en-cours					
	Sur comptes clients					
	Autres					
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION					
TOTAL GENERAL		36 650	10 901			47 551
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			10 901			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.						

Crédit-Bail

		Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	31/12/2024
VALEUR D'ORIGINE					20 370	20 370
AMORTISSEMENTS	Cumul exercices antérieurs					
	Dotation exercice					
	TOTAL					
REDEVANCES PAYEES	Cumul exercices antérieurs					
	Redev ances Exercice				968	968
	TOTAL				968	968
REDEV. RESTANT A PAYER	à 1 an au plus				3 874	3 874
	entre 1 et 5 ans				15 494	15 494
	à plus de 5 ans					
	TOTAL				19 368	19 368
VALEUR RESIDUELLE	à 1 an au plus					
	entre 1 et 5 ans					
	à plus de 5 ans					
	TOTAL					
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE						

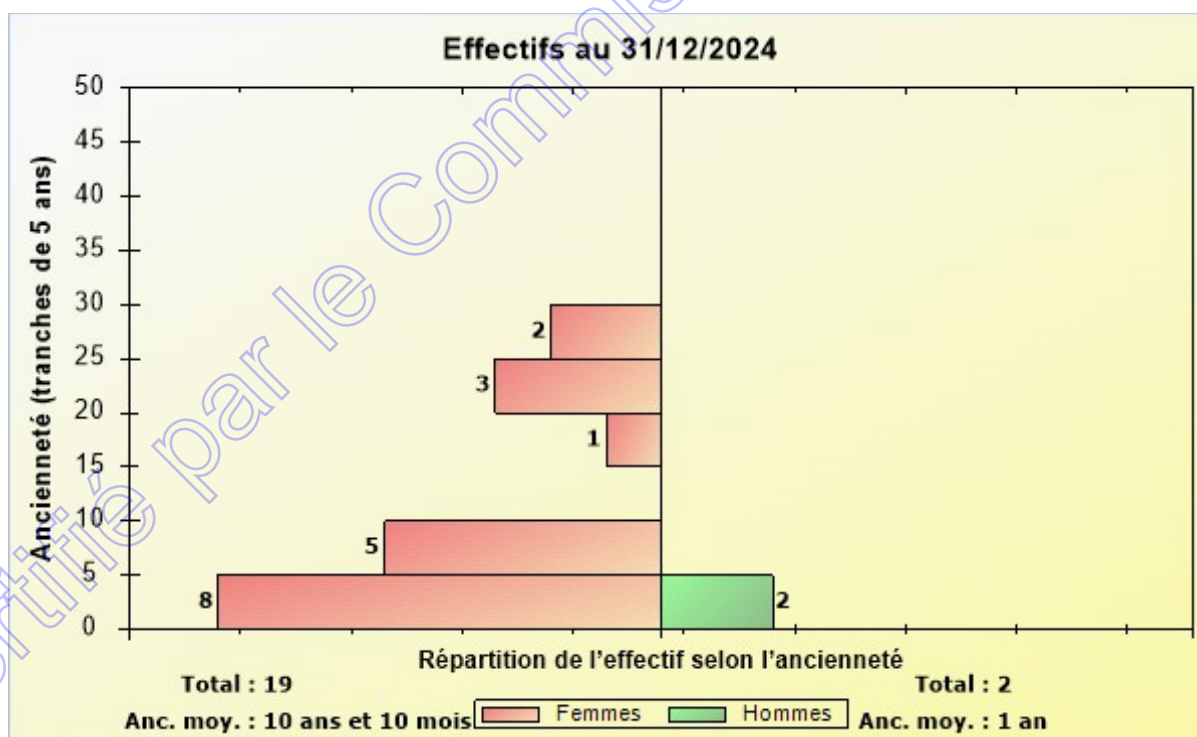
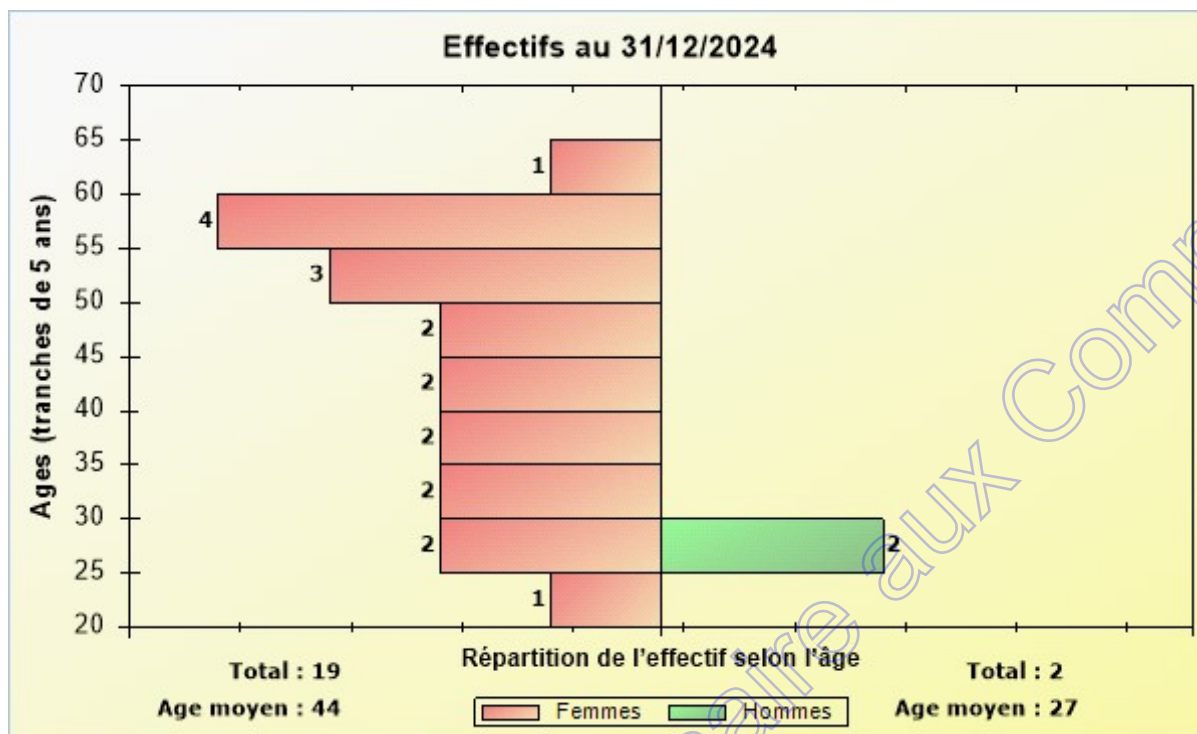
## Engagements financiers

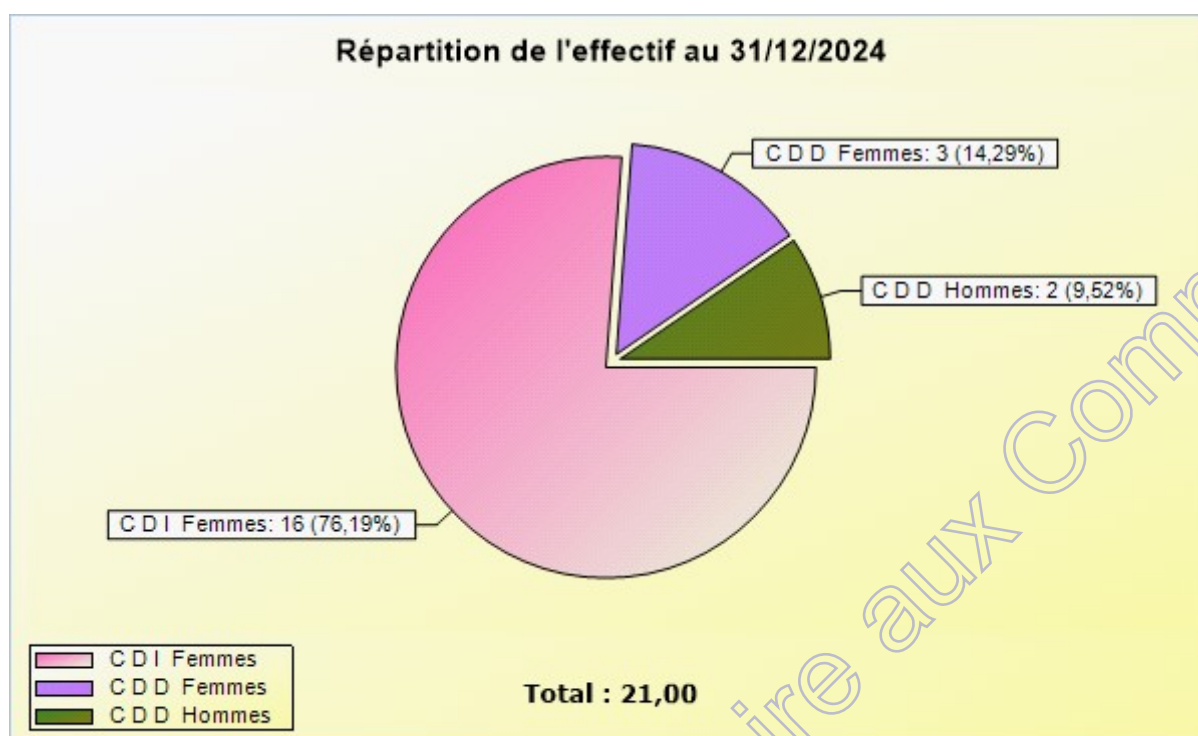
31/12/2024

Engagements  
financiers donnésEngagements  
financiers reçus

Effets escomptés non échus		
Avals, cautions et garanties		
Engagements de crédit-bail Engagements de crédit-bail Engagements de locations financières	19 368 3 559	
	22 927	
Engagements en pensions, retraite et assimilés		
Autres engagements		
Total des engagements financiers (1)	22 927	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées		

## Effectifs





Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2024									
Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	19	2	21	16		16	3	2	5